

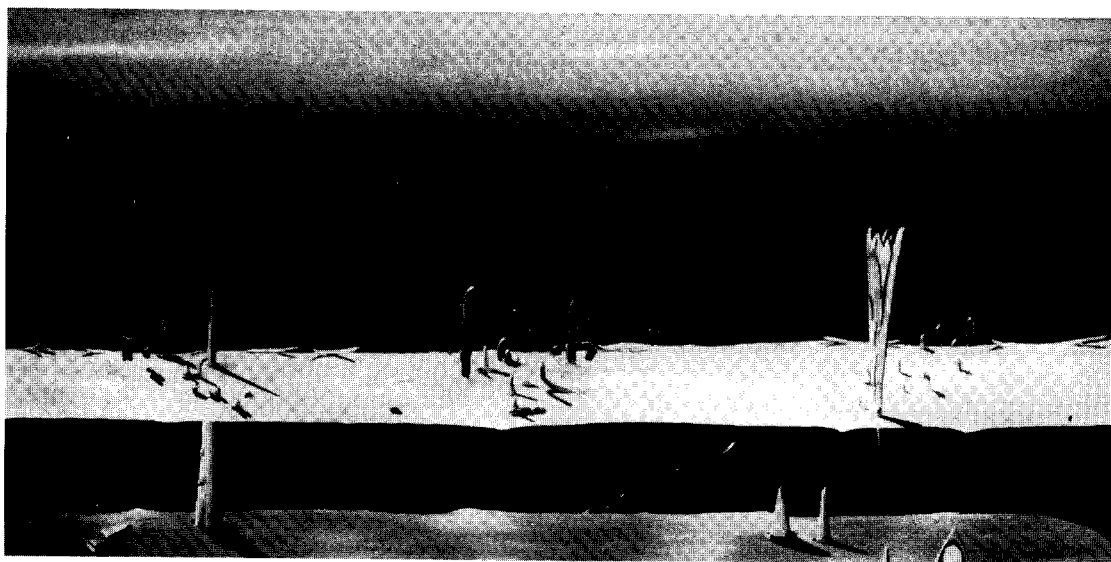
Pour une citoyenneté active

ENTRETIEN AVEC HENRI LEFEBVRE

Le « sommet alternatif » au sommet des sept pays les plus industrialisés – *The Other Economic Summit (TOES)* – qui se déroulera les 15 et 16 juillet à Paris (salle de la Mutualité), réunira des personnalités non gouvernementales, des citoyens et, en particulier, des représentants des sept pays parmi les plus pauvres. A la même occasion, aura lieu à Paris, le 8 juillet,

et le Quart-monde) qu'au niveau de l'environnement naturel, ou au niveau de l'univers mental (déculturation, appauvrissement de l'imaginaire, misère de la vie quotidienne). Il suffit de penser à l'effacement des singularités réalisé dans les dispositifs mass-médiatiques de la publicité et de l'information. Mais aussi à la domination des « raisons légitimes »

Libération



let, une manifestation internationale contre le sommet des riches, contre la dette, le colonialisme, l'apartheid.

Mondialisation signifie, selon nous, une extension totalisante des rapports capitalistes, une procédure d'effacement de toute subjectivité indépendante de ce système. Système que l'on peut caractériser comme processus d'autonomisation de l'« économique » par rapport au « social », comme extension de la domination par la production. Extension de ce que l'on pourrait appeler « éconocratie » laquelle, entraînant une crise de civilisation, se manifeste aussi bien au niveau social (augmentation de la misère dans le Tiers-monde

de l'accumulation du capital sur la formation même des besoins et des désirs qui aboutit à une misère de la subjectivité, renforcée par l'équation liberté = marché et par l'idéologie juridique de la démocratie représentative, conçue comme uniformisation à la norme de la majorité et homologation des individus. Mais on voit aussi apparaître des contretendances à la mondialisation, l'insurrection des particularismes, l'irruption du local. *Terminal*, qui se veut une revue à la fois post-tayloriste et post-communiste, a voulu en savoir plus au sujet de cette mondialisation, d'où cette « conversation » avec le philosophe Henri Lefebvre.

Terminal : Henri Lefebvre, à votre propos on parle d'un côté de « l'aventure du siècle » et de l'autre de « l'homme inclassable ». Vous êtes dérangeant parce qu'inclassable, irrécupérable. C'est pour cela que *Terminal* souhaitait vous poser quelques questions à propos des tendances en cours entre modernité et mondialisation, et à propos des résistances qui se produisent.

Henri Lefebvre : J'ai beaucoup parlé de mondialisation, entre autres parce que c'est une chose qui m'a beaucoup frappé dans mes voyages. Ce qui m'a frappé c'est l'extension de certains rapports à l'échelle de la planète, l'extension des rapports marchands, de l'échange, donc du marché mondial. Le marché est tout autre chose que la coopération réciproque entre les peuples. C'est un processus à la fois d'*homogénéisation* et d'*hétérogénéisation*.

Cette mondialisation, je l'ai ressentie comme une certaine victoire du capitalisme, c'est-à-dire comme une profonde aptitude, une capacité du capitalisme à s'adapter. Nous, on croyait à la victoire du social, pas à celle du capital. Et c'est l'absorption du social qui a eu lieu. Ce qui me frappe d'abord, c'est la vitalité impressionnante du capitalisme depuis cinquante ans. Ça ne durera pas forcément toujours, il y aura des évolutions qui feront surgir de nouvelles contradictions. Ce sont ces nouvelles contradictions que j'essaie de penser.

Par exemple, la contradiction entre le mondial et le local, et le rôle de l'information. Parce que l'information s'impose aux individus et ils ne la dominent plus. Ça rend les gens plus attachés aux lieux qu'autrefois. Parce que la mondialisation du capital donne un monde désertique, alors la proximité s'affirme pour les gens, avec un attachement beaucoup plus grand parce que le lieu reste la seule chose mesurable par rapport à cet énorme espace non mesurable : le marché mondial.

Mais je pense aussi que le couple mondial/local est dialectique. Cela va ensemble, ce qui entraîne un *dépérissement relatif de l'Etat-Nation*. Cela ne veut pas dire un *dépérissement de l'Etat*. On voyait la mondialisation de façon homogène, linéaire. En fait, c'est dialectique. Mondialisation et particularisme marchent ensemble dans un double mouvement. Il faut comprendre ce mouvement et aussi la dialectique entre ce couple de concepts opposés.

Ce que je veux faire, c'est approfondir la contradiction, pas seulement pointer la confusion des discours mais poser et

approfondir la contradiction. Il y a aussi le rapport à l'information : je fais ce lien entre *mondialisation*, *information* et *citoyenneté* parce qu'aujourd'hui il y a association entre connaissance et efficacité.

Les gens ne savent pas quoi penser, ni comment intervenir. Ce qui échappe, ce sont les moyens et les fins. Les gens ne se sentent pas justifiés, qualifiés et donc ne savent pas comment intervenir. Il y a contradiction entre *information* et *action*.

Par conséquent, le problème qui se pose est de savoir comment fournir des informations assimilables tout en évitant un simple jugement moral, en évitant de se mettre à l'écart. C'est une condition préalable pour que la citoyenneté puisse être interventionniste, active et productive.

Terminal : Quel rôle joue dans ce processus l'insurrection des particularismes ?

Henri Lefebvre : L'insurrection des particularismes est un phénomène anti-étatique, au sens où l'attachement au lieu se dresse contre l'espace/temps de l'Etat et de la Nation. Le local, c'est un espace et un temps auquel on est attaché. Ce n'est pas du tout passif. Même si on reconstruit une forme Etat à une échelle plus petite, plus proche, c'est tout à fait différent parce que ça vise une autonomie vis-à-vis des grandes puissances économiques et

*Mondialisation
et
particularisme
marchent
ensemble dans
un double
mouvement*

donc une capacité à leur résister. Ce à quoi on aspire, c'est un dépérissement de l'Etat-Nation.

Terminal : Qu'est-ce qui serait en mesure de faire dépérir l'Etat-Nation ?

Henri Lefebvre : Il y a deux sortes de forces qui s'exercent contre l'Etat-Nation. C'est d'un côté le capitalisme mondial – firmes multinationales et capital financier « baladeur » – et de l'autre les particularismes qui s'affirment. Ces particularismes sont objectivement des forces anti-capitalistes parce qu'elles perturbent le développement du capitalisme mondial (ce qui ne veut pas

dire que les dominés ne puissent pas trouver dans l'Etat-Nation un cadre pour résister) qui vise une répartition nouvelle des territoires.

Terminal : Vous avez dirigé un ouvrage collectif sur le « contrat de citoyenneté ». Or ce mot traîne des significations « contractualistes ». Le concept de « citoyen » a été beaucoup critiqué du point de vue révolutionnaire : d'abord par son caractère mystifié d'abstraction universaliste qui généralise le « type » du « bourgeois », et en même temps parce que ce mot définirait un rapport d'insertion dans l'Etat et la société civile, et non une *autonomisation* visant la *rupture*. Mais vous répondez en mettant en circulation un concept différent de « citoyenneté ».



Cette citoyenneté, vous la voyez comme un *système horizontal contractuel de relations entre sujets* qui se réapproprient certaines prérogatives de l'Etat, donc comme un système d'interactions entre sujets autonomes qui devrait affaiblir l'Etat. C'est ce que vous définissez comme « citoyenneté interventionniste ». Pouvez-vous préciser ce point ?

Henri Lefebvre : La passivité du citoyen ne va pas toujours durer. Ceci parce que les certitudes antérieures ont été ébranlées. Il faudrait projeter quelque chose. Il y a une conscience croissante et pratique des problèmes que pose telle ville dans telle société face au discours politique : est-ce que la majorité de la population se pose ce problème ?

Les gens sont inquiets, ils sentent qu'il se passe quelque chose de fondamental, mais quoi ? Les hommes politiques se consacrent à embrouiller les problèmes. La *complexité* sert de paravent. C'est exactement ce dont les gens ne veulent pas.

Il faut rendre à la citoyenneté sa portée critique et négative. Il y a une *complexité de la citoyenneté*. Il faut donc sortir de la représentation simple, qui pense la participation à la société en la réduisant à la simple participation électorale, c'est-à-dire presque rien. Alors que la citoyenneté est une activité perpétuelle... Ce n'est que comme cela que l'on peut construire une démocratie réelle.

Je crois qu'on va vers l'invention d'une nouvelle éthique et de nouvelles façons de vivre, vers de nouveaux rapports entre *individu* et *peuple*, entre l'individu et l'Etat.

L'histoire n'est pas terminée, il n'y a jamais de devenir conscient et dominé ; aucune décision ne peut achever l'histoire. Nous vivons sur des traditions qui ignorent ces problèmes. Le problème de l'Etat, il y a très longtemps qu'il se pose, mais ce n'est qu'aujourd'hui qu'on en a une conscience claire. Il y a émergence de nouvelles contradictions. L'Etat est une institution qui organise, mais qui oppresse aussi. Cette émergence de nouvelles contradictions, on peut en voir un symptôme dans l'éclatement de la classe dominante en une « bourgeoisie nationale » et une « bourgeoisie internationale ». Ça éclate nécessairement parce qu'elles n'ont pas les mêmes intérêts.

*L'idée
essentielle, c'est
que la
citoyenneté doit
cesser d'être un
état ou un
statut pour
devenir une
activité, une
activité
politique
concrète*

En fait, on pourrait remarquer que, de plus en plus, les particularismes, les expressions localistes, se relient, expriment une trans-nationalité. Les mouvements nationalistes, par exemple, établissent des liens entre eux, en outrepassant les frontières des Etats-Nations.

Terminal : Ce que vous appelez une *citoyenneté interventionniste*, est-ce que ça pourrait être un agencement possible, tolérable entre les *appartenances multiples* des sujets ?

Henri Lefebvre : L'idée essentielle, c'est que la *citoyenneté* doit cesser d'être un état ou un statut pour devenir une *activité* – une activité politique concrète. Les consti-

tutions politiques qui sont basées sur la seule intervention du peuple une fois toutes les x années par le vote, sont caduques. Elles raréfient l'intervention politique, l'action citoyenne. L'activité politique doit être une activité de tous et une activité perpétuelle.

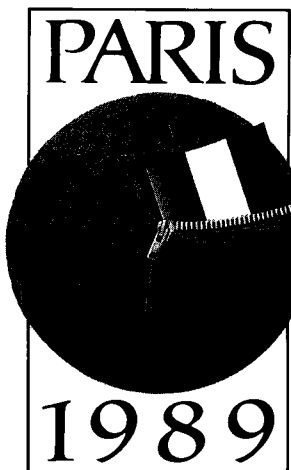
Ce n'est pas un retrait de la politique qui s'impose, mais au contraire une généralisation de la conscience politique. L'activité politique ne peut plus être limitée, représentée par un parti qui déposséderait les citoyens de cette activité. Il faut généraliser la pensée et la conscience politique. C'est aujourd'hui la tâche de la pensée politique. Elle doit lutter contre cette raréfaction de l'activité politique. Il ne s'agit ni de démocratie directe, ni de démocratie représentative mais de *démocratie généralisée*. Il s'agit de reconstruire une pensée critique de la démocratie.

*Propos recueillis par
Oreste Scalzone et Pierre Bravo Gala*

Avec TERMINAL

RENDEZ-VOUS MONDIAL DE LA JEUNESSE

Rendez-vous de la vitalité, de la diversité, de l'espoir, foisonnement de dialogues et d'images, en paroles ou en musique, Paris 1989 veut permettre à ceux qui bâtiront nos sociétés à venir, d'affirmer ensemble leur détermination à préserver ou reconquérir la liberté.



9, rue du Bouloi - 75001 Paris
Tél.: 42 61 31 89

**À PARIS, DU 21 AU 26 AOÛT 89
10 000 JEUNES PARIENT SUR LA DIFFÉRENCE
CONTRE L'INDIFFÉRENCE**

**TELE
MUNDI** Telemundi Special Events